



HAL
open science

Restaurer la forêt sèche tropicale comme compensation du Quimbo : l'arbre qui cache la forêt

Flora Lecomte, Jenniffer Chavarro Quino

► **To cite this version:**

Flora Lecomte, Jenniffer Chavarro Quino. Restaurer la forêt sèche tropicale comme compensation du Quimbo : l'arbre qui cache la forêt. CIST2023 - Apprendre des territoires / Enseigner les territoires, Collège international des sciences territoriales (CIST), Nov 2023, Aubervilliers, Campus Condorcet, centre des Colloques, France. pp.235-239. hal-04391175

HAL Id: hal-04391175

<https://hal.science/hal-04391175>

Submitted on 12 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Restaurer la forêt sèche tropicale comme compensation du Quimbo : l'arbre qui cache la forêt

AUTRICES

Flora LECOMTE,
Jenniffer CHAVARRO QUINO

RÉSUMÉ

Notre communication explore la stratégie de communication de l'entreprise colombienne de production et distribution d'énergie électrique ENEL Colombia dans le cadre des compensations réalisées auprès des populations affectées par le barrage hydroélectrique du Quimbo (2009) qu'elle a construit dans le Huila (Colombie). Nous nous intéressons à la compensation forestière qui contraint l'entreprise à restaurer 11 079 ha de forêt sèche tropicale. L'analyse d'un corpus médiatique varié (presse, Twitter, blog) nous permet de proposer que l'entreprise présente la restauration forestière comme une opportunité non seulement pour le développement du département mais aussi pour le pays par la création de techniques et de connaissances qui alimentent la transition vers une société plus écologique. Cela lui permet aussi de se positionner comme un acteur expert dans ce type de programme afin de légitimer ses activités et de continuer à étendre sa présence sur les territoires.

MOTS CLÉS

communication, restauration forestière, compensation, entreprise, territoire

RESUMEN

Nuestro trabajo explora la estrategia de comunicación de la empresa colombiana de producción y distribución de energía eléctrica ENEL Colombia en el marco de las compensaciones que ha realizado para las comunidades afectadas por la construcción de la represa del Quimbo (2009), llevada por ENEL en el departamento del Huila (Colombia). Nos interesamos por la compensación forestal que obliga a la empresa a restaurar 11 079 hectáreas de bosque seco tropical. El análisis de un corpus variado (prensa, Twitter, blogs) nos permite proponer que la empresa presenta la restauración forestal como una oportunidad no solo para el desarrollo del departamento, sino del país, gracias a la generación de técnicas y conocimientos que alimentan la transición hacia una sociedad más ecológica. Le permite también posicionarse como un actor experto en este tipo de programas con el fin de legitimar sus actividades y seguir extendiendo su presencia en los territorios.

PALABRAS CLAVES

Comunicación, restauración forestal, compensación, empresa, territorio

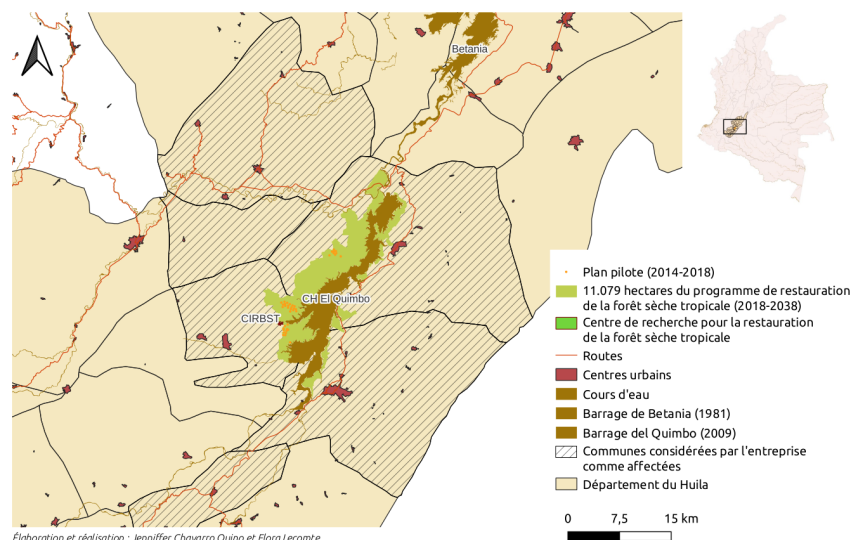
Le département du Huila est ébranlé depuis 2008 par un conflit d'aménagement autour de la construction d'un barrage hydroélectrique, le Quimbo, qui a opposé l'entreprise ENEL Colombia et le mouvement social pour la défense du territoire, regroupant des militant-es environnementaux et des personnes affectées par ce projet. Si aujourd'hui la construction du barrage est terminée, la contestation est toujours virulente dans la mesure où l'entreprise tarde à compenser les dommages sociaux et environnementaux qu'elle a causés.

Les conflits environnementaux se caractérisent par la superposition de territorialités incompatibles (Rojas Robles & Santander Durán, 2021) dont la promotion donne lieu à une abondante production médiatique, notamment par le biais d'internet et des réseaux sociaux. En effet, la production et la communication de l'information sont un enjeu crucial pour défendre un territoire dans un conflit environnemental. Les enjeux sont différents en fonction des acteurs. D'une part, pour le mouvement social, il s'agit d'obtenir un accès à l'information, qui est souvent restreinte et confuse (Dussán Calderón, 2017) pour ensuite construire des discours alternatifs (Cardon & Granjon, 2010). D'autre part, les porteur-es du projet – ici, l'entreprise ENEL Colombia – doivent en faire la promotion afin de pouvoir l'installer sur le territoire et limiter les oppositions. Ils ont alors recours à une stratégie de communication extensive, en termes de quantité d'information produite et de diversité des moyens de diffusion. Selon Daniel Bournoux (1995), l'information relève d'un contenu cognitif alors que la communication a une dimension organisante : elle met en jeu non seulement la manière de concevoir mais aussi de produire le territoire, et interroge sur les interlocuteur-es de cette communication. Est-elle un échange, un dialogue ou au contraire n'est-elle qu'une transmission unilatérale d'information ? En effet, la communication est politique : elle pose la question de comment « vivre ensemble ou plutôt cohabiter » (Wolton, 2007 : 189).

Afin d'étudier cela, nous avons décidé de nous intéresser à une des compensations que l'Agence nationale des licences environnementales (ANLA¹) a imposées à ENEL lors de l'octroi du permis de construire du barrage en 2009 : la restauration de 11 079 ha de forêt sèche tropicale, en coopération avec la fondation Natura, une ONG environnementale colombienne (fig. 1). Notre choix s'est porté sur cette compensation pour plusieurs raisons : elle a été source de tensions entre l'entreprise et l'ANLA, elle se fait sur le temps long et elle permet à l'entreprise une présence active sur le territoire jusqu'à 2038. De plus, la question de la restauration forestière est un thème d'actualité qui permet de faire un lien avec les débats environnementaux actuels.

¹ *Agencia nacional de licencias ambientales*, organisme dépendant du ministère de l'Environnement colombien.

Figure 1. Carte du programme de restauration de la forêt sèche tropicale par ENEL Colombia, Huila (Colombie)



Notre hypothèse est la suivante : l'entreprise utiliserait la restauration forestière pour revaloriser son image après le conflit autour du Quimbo, en la présentant comme une opportunité non seulement pour le département du Huila, mais aussi pour le pays. En effet, cela positionnerait ENEL comme un acteur expert de ce type de projet environnemental pionnier et symbole de la lutte contre le réchauffement climatique, à travers la génération de connaissances nouvelles, coproduites avec des acteurs consensuels : la fondation Natura, l'université et les habitant-es du territoire. Cela permettrait à l'entreprise de justifier ses activités et d'étendre sa présence dans la mesure où elle participe de la production d'un savoir scientifique et technique qui dépasse la simple compensation réalisée à la suite de la construction du barrage.

Notre méthodologie s'appuie sur l'étude de plusieurs corpus de textes. D'une part, une révision des textes juridiques issus de l'ANLA concernant l'obligation de restauration de la forêt sèche tropicale. D'autre part, une analyse du contenu informatif produit par ENEL à travers trois moyens de communication : Twitter ; un journal et un bulletin informatif produits et distribués par l'entreprise sur le territoire, ainsi que des sources médiatiques opposées à l'entreprise. Dans un premier temps, nous reviendrons rapidement sur le texte officiel de la licence environnementale concernant la restauration de la forêt sèche tropicale, puis nous présenterons la manière dont l'entreprise utilise ce processus afin de s'implanter à plusieurs échelles comme un acteur expert dans ce secteur.

CADRE JURIDIQUE DE LA COMPENSATION DE RESTAURATION DE LA FORÊT SÈCHE TROPICALE

L'état de l'écosystème de forêt sèche tropicale en Amérique latine et dans les Caraïbes est alarmant : entre 2001 et 2010, 80 % de cet écosystème a été déforesté (Alvarado-Solano & Ostero-Ospina, 2015). Ainsi, la « Resolución 0899 » de 2009, qui fixe les compensations que devra réaliser l'entreprise ENEL Colombia dans le cadre du permis qui lui est octroyé pour la construction du barrage du Quimbo, a défini les dommages qu'elle va causer à la forêt sèche tropicale du Huila comme un « impact de grande importance environnementale »² dans la mesure où les dommages sont qualifiés « d'un haut degré d'irremplaçabilité ». De plus, les 5 000 ha qui allaient être déforestés faisaient partie de la réserve forestière de l'Amazonie, un espace protégé. En les extrayant ainsi de leur régime de protection, l'entreprise a généré une rupture du couloir écosystémique de forêt sèche. Ce double constat s'oppose à l'estimation qu'elle avait réalisée lors de la sollicitation du permis environnemental : les 5 000 ha de forêt sèche concernée par la déforestation avaient été alors qualifiés d'un impact de « faible magnitude ». L'obligation de compensation a finalement établi une restauration de 11 079 hectares, à appliquer en deux temps : un plan pilote de restauration de 140 ha de 2014 à 2018 puis la restauration des hectares restants de 2018 à 2038.

Cette obligation trouve son argument dans les articles 8, 79 et 80 de la Constitution colombienne de 1991 qui stipulent que l'État a pour obligation de protéger les richesses culturelles et naturelles de la nation (art. 8), que « toutes les personnes ont le droit de jouir d'un environnement sain [...]. Il est du devoir de l'État de protéger la diversité et l'intégrité de l'environnement, de conserver les espaces d'importance écologique particulière et proposer une éducation selon ces fins » (art. 79) ; « l'État [...] devra prévenir et contrôler les facteurs de détérioration environnementale, imposer les sanctions légales et exiger la réparation des dommages causés » (art. 80). Ainsi, la situation critique de la forêt sèche tropicale et le cadre juridique de protection des ressources naturelles permettent de comprendre l'obligation de reforestation imposée à l'entreprise.

COMMUNICATION MÉDIATIQUE DE L'ENTREPRISE SUR LE PROGRAMME DE RESTAURATION

Cependant, si le dommage créé par la destruction des 5 000 ha a été confirmé par l'ANLA, l'entreprise ne l'a jamais mentionné dans sa communication. Au contraire, celle-ci insiste sur le bénéfice qu'apporte ce processus de restauration tant à l'échelle départementale, que nationale et internationale, dans la mesure où elle permet la création de connaissances scientifiques participant de la lutte contre le réchauffement climatique actuel.

2 Toutes les traductions ont été faites par Flora Lecomte.

Description du corpus étudié

Notre étude de la communication s'appuie sur l'analyse de trois sources d'information. La première est un journal, *La Buena energía del Quimbo*³ (LBEQ), écrit et publié par l'entreprise entre 2012 et 2019. Ce corpus comprend 19 numéros de taille variable (de 8 à 24 pages) dont le tirage est passé de 1 000 exemplaires en 2012 à 2 200 de 2017 à 2019. Le journal se structure sous la forme suivante : la « Une » présente des photos et les titres de certains articles du numéro, puis un « éditorial » qui fait office de petite introduction aux sujets qui seront traités par la suite et, enfin, un sommaire qui recense les différents articles. Il se compose de quatre parties : « Dans la communauté », qui aborde les questions liées aux compensations sociales pour les personnes affectées (relogement, projets agricoles et d'entreprise, formation) ; « Notre environnement », qui regroupe les articles concernant la question environnementale ; « La bonne énergie de ma région », où l'on trouve des informations culturelles relatives au département en général ; « Fais tes preuves », une section de jeux (mots croisés, soupe de lettres, coloriages) qui clôt le journal. Seuls les numéros 1, 2, 3, 4, 8, 9 et 10 ont une date de publication. Les dates des autres numéros ont été estimées en fonction de l'information qui s'y trouve.

Le second corpus est un ensemble de 74 « bulletins informatifs » qui contiennent une information assez similaire au journal, en un peu plus détaillée jusqu'au numéro 48 – il comprend les mêmes sections avec plusieurs articles par section – puis réduit à une seule page contenant trois paragraphes sur un thème différent chacun du numéro 49 à 74. Comme le journal, le bulletin n'indique une date que pour les premiers numéros.

Ensuite, nous avons fait un recensement qualitatif des tweets portant le mot-dièse #RestauraciónQuimbo afin de voir quels étaient les réseaux d'acteurs que l'on pouvait trouver à propos de la restauration de la forêt sèche. Leur traitement a été fait grâce au logiciel *Atlas-ti*.

Enfin, nous avons effectué une révision de sources d'information issues du mouvement social opposé à la construction du barrage : le blog du chercheur en sciences de l'éducation à l'Université Sur Colombiana (Neiva, Huila, Colombie) et militant Miller Dussán, fondateur de l'association Asoquimbo. Ce blog ayant publié des articles de janvier 2007 à avril 2023, nous nous sommes concentrées sur la période janvier 2012-décembre 2020. Nous avons également analysé deux textes journalistiques publiés les 14 et 21 mars 2009 intitulés « *La mala energía del Quimbo* »⁴, publiés dans le quotidien national *El Espectador*, ainsi que tous les tweets mentionnant le mot-dièse #QuimboEcocidio.

Une communication qui insiste sur la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise

D'un point de vue général, le thème de la restauration de la forêt sèche est très présent dans nos sources à partir de 2013-2014, au moment où va commencer le plan pilote, et devient sur-présent à partir de 2016. Sur toute la période et dans tous les textes de ces trois sources, l'entreprise ne reconnaît jamais les dommages écologiques qu'elle a causés. Les 5 000 ha inondés ne sont jamais mentionnés, pas plus que les espèces perdues ou la rupture du couloir de la réserve forestière de l'Amazonie. Au contraire, la restauration est présentée comme une opportunité dans la mesure où il s'agit d'un projet écologique, qui va améliorer l'environnement des habitant-es.

Il est également intéressant de voir que l'entreprise ne fait jamais directement référence à des critiques que pourraient lui adresser les sources d'information alternatives qui s'opposent à elle. Cependant, elle y répond de manière implicite en survalorisant sa responsabilité environnementale, dans la mesure où le barrage du Quimbo a été considéré comme un désastre écologique non seulement par les personnes affectées mais aussi par de nombreux chercheur-es et ONG. Par ailleurs, le nom du journal *La Buena energía del Quimbo* est une réponse indirecte aux deux articles d'Alfredo Molano intitulés « *La mala energía del Quimbo* », qui décrivent tous les problèmes que le barrage va causer dans le Huila.

Une communication qui légitime le travail de l'entreprise à plusieurs échelles en tant qu'experte de la restauration forestière

Notre étude des journaux, bulletins et tweets nous permet de définir une évolution dans le discours de l'entreprise en lien avec sa présence géographique. En effet, nous avons relevé trois périodes dans le traitement de la restauration de la forêt sèche tropicale entre 2012 et 2019.

De 2012 à 2014, l'entreprise présente de manière assez neutre, comme une compensation imposée par la licence environnementale, l'obligation de restauration : il s'agit de restaurer 11 079 ha en deux temps. Le projet représente une contribution à la conservation de la biodiversité dans le département.

Puis de 2014 à 2016-2017, ENEL commence à y consacrer un traitement médiatique plus significatif : le nombre d'articles concernant la restauration augmente dans le journal et les bulletins informatifs. Le projet n'est plus présenté sous l'angle de la compensation mais comme le « plus grand projet de restauration forestière du pays » (LBEQ, n° 8 : 17). Le cadre de son rayonnement change d'échelle : il n'est plus seulement un bénéfice pour le département du Huila mais pour tout le pays. Ce changement de discours s'accompagne d'une insistance sur la collaboration entre l'entreprise, la fondation Natura et l'université locale. L'apport n'est plus uniquement écologique : il relève également de la création de connaissances qui permettront au Huila et à l'entreprise de rayonner nationalement.

Enfin, on observe une troisième phase, à partir de 2016-2017, où le discours de l'entreprise insiste sur le rôle de modèle qu'elle a non seulement en Colombie mais aussi à l'international : 11 articles du bulletin informatif relatent la participation de l'entreprise à des événements locaux (3), nationaux (7) ou internationaux (1) pour présenter son expertise sur la restauration forestière.

3 *La bonne énergie du Quimbo*.

4 « La mauvaise énergie du Quimbo ».

L'étude des tweets comportant le #RestauraciónQuimbo permettent de tirer le même constat. Ce rôle modèle que prend ENEL est renforcé et légitimé par une emphase faite sur les partenariats qu'elle tisse avec les universités de tout le pays et notamment l'Universidad nacional de Colombia, la plus importante et reconnue.

UNE COMMUNICATION UNILATÉRALE QUI CACHE UNE STRATÉGIE DE CRÉATION DE L'IGNORANCE

Dans la mesure où la communication est politique, nous souhaitons terminer notre analyse par une réflexion sur le rôle que joue la communication dans l'imposition du modèle de développement de l'entreprise sur les territoires par l'évitement du dialogue, le maintien du secret sur certaines informations non consensuelles et la production de l'ignorance.

Une communication unilatérale qui évite le dialogue

L'utilisation du journal, du bulletin informatif et de Twitter sont autant de sources unilatérales qui permettent à ENEL de se soumettre aux incitations à la transparence auxquelles sont confrontées les entreprises dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) (Parguel, 2010) sans entamer de dialogue, d'échange, avec les habitant-es des territoires où elle développe ses activités. Dès le début, le dialogue n'est pas l'objectif : la construction du barrage du Quimbo n'a pas fait l'objet de consultation des habitant-es. L'entreprise n'a réalisé que des *socializaciones* du projet, c'est-à-dire des présentations qui ont eu lieu seulement après l'octroi de la licence environnementale. L'avis des populations n'a donc pas été pris en compte. Alors que le mouvement social a construit et produit une information contradictoire avec les communautés affectées en se rendant sur le terrain, organisant des réunions, récoltant des témoignages, l'entreprise se contente de générer de l'information par le biais de médias qui empêchent tout dialogue. D'une part, il ne s'agit que de supports écrits, alors que de nombreux/ses affecté-es sont analphabètes ; d'autre part, ils ne permettent pas une interaction directe avec l'entreprise.

Par ailleurs, l'abondance de l'information produite par l'entreprise est également une stratégie communicative. Nous n'avons mentionné ici que quelques sources, celles qui ont été distribuées aux populations concernées par les compensations. Cependant, il existe de nombreux rapports et articles, sur le site internet et les réseaux sociaux d'ENEL – accessibles uniquement par une minorité des affecté-es qui disposent d'une connexion internet – et parmi lesquels il est difficile de s'orienter. Ces sources d'information semblent plutôt se diriger vers des investisseurs et organisations internationales dans la mesure où elles communiquent des informations qui répondent aux exigences des standards écologiques internationaux. Le dialogue change alors d'échelle : l'entreprise ne semble finalement pas s'adresser seulement aux populations locales mais répondre aux incitations des politiques environnementales internationales.

De fait, si l'on compare l'information communiquée dans les journaux et bulletins à la manière dont se sont réellement passées les compensations, selon les témoignages des personnes affectées (Salcedo Montero, à paraître) et des associations de défense des droits humains saisies du sujet, l'information donnée par l'entreprise est souvent exagérée, partielle ou fausse. Communiquer abondamment permet non seulement, comme nous l'avons montré dans la deuxième partie, d'améliorer l'image de l'entreprise et de maintenir ses activités, mais aussi de passer sous silence d'autres sujets moins consensuels. La surproduction d'information peut être une stratégie de production de l'ignorance. Notre travail sur la restauration de la forêt sèche tropicale est, de fait, motivé par la tentative de comprendre les nouvelles stratégies mises en œuvre par les grandes entreprises constructrices de méga-projets contestés pour continuer de s'approprier les territoires, notamment grâce au développement du marché de la compensation carbone.

Produire l'ignorance sur les marchés carbone pour prévenir de nouveaux projets contestés

En effet, ENEL présente la restauration de la forêt sèche comme une opportunité par la production de connaissances, non seulement dans le domaine de la restauration forestière en particulier mais aussi dans un ensemble de pratiques « écologiques » qui participent à l'amélioration des conditions de vie des populations. Cependant, elle tait les enjeux économiques et sociaux liés à la restauration forestière qui sont multiples et peu clairs, encore moins pour les habitant-es des territoires concernés. En effet, la restauration forestière entre dans le cadre de l'économie verte, c'est-à-dire le fait de monétariser les « services écosystémiques » ou « environnementaux » rendus aux humains par la nature. Dans le cas de la forêt, le service rendu est la capture de CO₂. Il s'agit alors non seulement d'un enjeu environnemental mais surtout économique. À l'heure où la communauté internationale insiste sur la neutralité carbone, le ministère de l'Environnement colombien s'est doté en 2015 d'un bureau des Marchés verts et durables et a inscrit la restauration et la reforestation dans sa politique écologique.

Ce programme mené par ENEL dans le Huila permet à l'entreprise de continuer de s'insérer dans le marché de la conservation environnementale, dans lequel elle est déjà présente à travers les « mécanismes de développement propres »⁵ (MDL) que sont les barrages de Quimbo et Betania qui lui permettent d'émettre puis de vendre des crédits carbone (Jackson & Tofighi-Niaki, 2023 : 10). En effet, d'après la communicatrice sociale du Centre de recherche pour la restauration de la forêt sèche tropicale du Quimbo, l'entreprise projette de vendre également des crédits carbone grâce à la restauration de la forêt sèche tropicale imposée par la licence environnementale du Quimbo, quand celle-ci sera terminée. S'engager dans cette direction et présenter plusieurs exemples d'expériences « réussies » lui ouvrirait également de nouveaux espaces d'investissement, plus facilement accessibles dans la mesure où elle pourra se présenter comme une experte écologique. Elle a également sollicité la construction d'un nouveau barrage, à Oporapa, en amont du Quimbo, en 2012, qui pourrait aussi être un MDL et générer des crédits carbone. L'enjeu est également social dans la mesure où la population n'est pas au courant de ce qui se décide sur son territoire. Les crédits carbone s'inscrivent dans la continuité de la conception développementiste des territoires en donnant un droit de continuer

5 *Mecanismos de desarrollo limpio.*

à polluer aux entreprises émettrices de CO₂ dans la mesure où elles « compensent » leurs émissions. Cependant, leur mise en place reste floue et les habitant-es des territoires concernés, confus-es. Il nous semble alors important d'étudier la communication concernant ce type de projet autant pour déceler les inexactitudes servant l'amélioration de l'image de l'entreprise que pour voir comment elle cherche à s'installer plus durablement sur les territoires en présentant favorablement des projets qui relèvent d'une conception extractiviste de la nature (Núñez *et al.*, 2018). Ainsi, dans la mesure où ce type de projets n'est pas bien connu, la communication semble être une préparation en amont à leur acceptation par leurs habitant-es sur les territoires.

RÉFÉRENCES

- Alvarado-Solano D. P., Tupac Otero Ospina J., 2015, « Distribución espacial del bosque seco tropical en el valle del Cauca, Colombia », *Acta Biológica Colombiana*, 20(3), p. 141-53.
- Bougnoux D., 1995, « Information / communication, deux pôles de nos études et de notre raison », *Communication et organisation*, n° 8 [doi.org/10.4000/communicationorganisation.1811].
- Cardon D., Granjon F., 2010, *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po, « Contester ».
- Dussán Calderón M. A., 2017, *El Quimbo: extractivismo, despojo, ecocidio y resistencia: proyecto experiencias de referencia para la construcción del sentido de la paz territorial*, Bogotá, Planeta Paz—Asoquimbo [bibliotecaplanetapaz.org/bitstream/handle/bpp/63/EI%20Quimbo-%20Extractivismo%2c%20Despojo%2c%20Ecocidio%20y%20Resistencia.pdf?sequence=1&isAllowed=y].
- Jackson R. R., Tofighi-Niaki A., 2023, *La destrucción está en el centro de todo lo que hacemos. La agenda de acción climática basura de Chevron y cómo intensifica el daño global*, Boston (MA), Corporate accountability [corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2023/05/Chevron-expose_ES_FINAL.pdf].
- Núñez A., Aliste E., Bello A., Astaburuaga J. P., 2018, « Eco-extractivismo y los discursos de la naturaleza en Patagonia-Aysén: nuevos imaginarios geográficos y renovados procesos de control territorial », *Revista Austral de Ciencias Sociales*, n° 35, p. 133-153.
- Parguel B., 2010, « La communication sociétale vs communication responsable », in L. Lavorata (dir.), *50 fiches sur le marketing durable*, Paris, Bréal, p. 120-123.
- Rojas-Robles R., Santander-Durán J.-P., 2021, « Editorial. Hidroeléctricas, política hidroenergética y conflictos ambientales por represas en Colombia », *Gestión y Ambiente*, 24(Supl2), p. 9-14 [revistas.unal.edu.co/index.php/gestion/article/view/99655/82594].
- Salcedo Montero C. A., « Governar e classificar em um território camponês: os efeitos sociais na instalação de um projeto hidrelétrico em Huila, Colômbia » [à paraître].
- Wolton D., 2007, « Conclusion. De l'information aux sciences de la communication », *Hermès*, 48(2), p. 189-202 [doi.org/10.4267/2042/24121].

LES AUTRICES

Flora Lecomte

Université Sorbonne Nouvelle – CREDA
flora.lecomte@sorbonne-nouvelle.fr

Jennifer Chavarro Quino

Asoquimbo⁶ (Colombie)
jenniferchavarroquino@gmail.com

⁶ Asoquimbo est l'association qui défend les droits des personnes affectées par la construction du barrage du Quimbo.